

DÉCISION N° 864/2017 DU 18 MAI 2017

ATTRIBUTION DE MARCHÉ

FOURNITURE D'UNE SOUFFLEUSE AMOVIBLE POUR LE PARC DE LA DTAM A SAINT-PIERRE

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL TERRITORIAL DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

- VU** la loi organique n° 2007-223 et la loi n° 2007-224 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'Outre-mer
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales
- VU** l'ordonnance n° 2015-899 du 23/07/15, notamment son article 42-2
- VU** le décret n° 2016-360 du 25/03/2016, notamment son article 27
- VU** la délibération n°95/2017 portant délégation d'attributions au Président du Conseil Territorial et au Conseil Exécutif
- VU** les crédits inscrits au budget territorial 2017
- VU** les procès-verbaux de la commission des marchés à procédure adaptée en date du 10 mai 2017 et du 17 mai 2017

DÉCIDE

Article 1 : Le marché pour la fourniture d'une souffleuse amovible destinée au district routier de la DTAM à Saint-Pierre est attribué à Louis HARDY SAS pour un montant de quatre-vingt-dix-sept mille cent dix euros (97 110,00 €).

Article 2 : La dépense sera imputée au chapitre 21, nature 2157 du budget territorial.

Article 3 : La présente décision fera l'objet des mesures de publicité prescrites par la loi et sera transmise au représentant de l'État à Saint-Pierre-et-Miquelon.

Transmis au représentant de l'État

Le 19/05/2017

Publié le 22/05/2017

ACTE EXÉCUTOIRE

**Pour le Président et par délégation,
Le 4^{ème} Vice-Président**

Jean-Yves DESDOUETS

PROCÉDURES DE RECOURS

Si vous estimez que la présente décision est contestable, vous pouvez former :

- soit un **recours gracieux** devant Monsieur le Président du Conseil Territorial – Hôtel du Territoire, Place Monseigneur MAURER, BP 4208, 97500 SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON ;
- soit un **recours contentieux** devant le Tribunal administratif de Saint-Pierre-et-Miquelon – Préfecture, Place du Lieutenant-Colonel PIGEAUD, BP 4200, 97500 SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON.

Le **recours contentieux** doit être introduit dans les deux mois suivant la notification de la décision de refus (refus initial ou refus consécutif au rejet explicite du recours gracieux) ou dans les deux mois suivant la date à laquelle le refus implicite de l'administration est constitué (*)

(*) Suite à un recours gracieux, le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet implicite.